

5052MS4713

9225

(1940)

Poursuites en matière d'infractions à la police des chemins de fer -

Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	30. 6.39	<i>manque</i>
Rapport de la S.N.C.F.	9. 1.40	<i>manque</i>
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	2. 2.40	
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	29. 2.40	
Réponse de la S.N.C.F.	19. 3.40	

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

D 156910/2

V. Ref. C.F. 2 - 9202

19 mars 1946.

COPIE

Monsieur le Ministre,

Par lettres des 2 et 25 février 1946 relatives aux poursuites en matière d'infraction à la police des Chemins de fer, vous m'avez invité, dans tous les cas où la mauvaise foi est établie, à faire dresser procès-verbal et à saisir les Parquets.

J'ai pris bonne note de votre décision à laquelle les Services de la Société Nationale se conformeront désormais.

Je dois cependant vous signaler que l'application rigoureuse de vos instructions peut, dans certains cas exceptionnels, donner lieu à difficultés. L'expérience a démontré qu'à plusieurs reprises la Société Nationale, eu égard soit à la personnalité des délinquants, soit aux hautes intentions dont elle était saisie, s'est trouvée dans l'obligation de renoncer à poursuivre et d'accepter un règlement transactionnel.

C'est pourquoi je me permets d'insister auprès de vous afin qu'une certaine liberté d'appréciation soit laissée dans ce domaine à la Direction Générale, pour statuer sur les cas particuliers dans lesquels elle se trouverait réellement dans l'impossibilité de poursuivre.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon respectueux dévouement.

Signé: GUERAND.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics
Direction Générale des Transports - 2ème Bureau,
241, Boulevard Saint-Germain - PARIS (7*)

Ministère
des Travaux Publics
et des Transports

Paris, le 28 février 1946.

Direction Générale
des Transports

LE MINISTRE

8ème Bureau

À Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer Français.

C.F. A - 9.202

ainsi que je vous en ai informé par lettre n°9.202 du 2 février courant, j'ai appelé l'attention de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur les inconvénients que présente la pratique suivie par certains Parquets en matière d'infraction à la police des chemins de fer et sur l'intérêt qui s'attache à ce que les procès-verbaux dressés à l'occasion de ces infractions soient sanctionnés judiciairement.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie de la circulaire en date du 12 février 1946 que M. le Garde des Sceaux vient d'adresser à MM. les Procureurs Généraux à cet égard.

Il ne saurait donc y avoir désormais de difficulté en ce qui concerne le cas des voyageurs en situation irrégulière. Dans le cas où la bonne foi est évidente, il y a lieu, ainsi que vous l'avez reconnu dans votre lettre du 9 janvier dernier, à application des dispositions de l'article 7 ter des Tarifs Généraux Voyageurs.

Dans le cas où la mauvaise foi est établie, il convient de verbaliser et de saisir le Parquet.

La fixation d'une "indemnité transactionnelle" par votre Secrétariat Général sur proposition du Service du Contentieux, au cas où un procès-verbal serait retourné à la Société Nationale des Chemins de fer par le Parquet, n'a donc pas à être envisagée. Si cette éventualité se produisait, vous seriez à m'en saisir immédiatement pour que j'intervienne à nouveau auprès de M. le Garde des Sceaux.

Le Ministre des Travaux Publics
et des Transports,

signé A. de MONTEIL.

9225

Ministère
des Travaux Publics
et des Transports

C O P I E D 193910/2
faite le 7/2/40

Paris, le 2 février 1940

Direction Générale
des Transports

Même Bureau

LE MINISTRE

C.F.2 - 9202

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer français

Par lettre du 9 janvier courant, répondant à ma lettre C.F.2 - 9202, du 30 juin 1939, vous m'avez fait connaître que conformément à ma décision, la Société Nationale des Chemins de fer appliquerait désormais uniformément aux contrevenants de bonne foi les prescriptions du décret du 30 juin 1934, reproduites à l'article 7 ter des Tarifs Généraux Voyageurs.

Je prends acte de cette déclaration ; il est donc bien entendu que les voyageurs de bonne foi en situation irrégulière n'auront à acquitter, conformément aux dispositions tarifaires précitées, qu'une somme égale à l'insuffisance de perception majorée de la moitié de la dite insuffisance.

Vous faites observer à juste titre, qu'il est souvent difficile d'apprécier si un contrevenant est de bonne ou de mauvaise foi. Je suis d'accord pour admettre qu'un contrevenant qui refuse de payer, doit être considéré comme étant de mauvaise foi à condition cependant que la somme qui lui est réclamée par l'agent chargé du contrôle soit régulièrement établie.

D'autre part, si le chemin de fer estime qu'il y a eu tentative de fraude, procès-verbal doit être dressé et transmis au Parquet. On ne saurait, en effet, à mon avis, tirer argument du fait que certains procès-verbaux sont retournés à la Société Nationale des Chemins de fer par le Parquet pour faire de la transaction une règle générale.

Je me réserve d'ailleurs de saisir M. le Ministre de la Justice de la question, de manière à éviter une pratique qui peut amener - et qui d'ailleurs a déjà amené - des abus, j'ajoute que si cette pratique se traduit par des recettes pour la Société Nationale, elle se traduit aussi par un manque à gagner au détriment du Trésor,

.....

qui devrait normalement, si le procès-verbal est sanctionné, percevoir le montant de la condamnation au titre "produit des amendes et condamnations pécuniaires".

Vous proposez, pour éviter tout arbitraire, de faire fixer les indemnités transactionnelles par le Secrétariat Général, sur proposition de votre Service du Contentieux. Je n'ai pas d'objections à cette manière de faire, étant bien entendu que les transactions dont il s'agit ne seront conclues que dans le cas précis de tentative de fraude ayant donné lieu à un procès-verbal retourné à la Société Nationale des Chemins de fer par le Parquet en vue d'un règlement transactionnel.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente décision.

Le Ministre des Travaux Publics
et des Transports,

Signé : A. de MONTIE.